



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Quarante-troisième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Vendredi 21 juillet 1967

à 10 h 20

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Page

Point 10 de l'ordre du jour:

Rapports des commissions économiques régionales (*suite*) 121*Président* : M. M. KLUSAK (Tchécoslovaquie).*Présents* :

Les représentants des Etats suivants : Belgique, Cameroun, Canada, Etats-Unis d'Amérique, France, Gabon, Guatemala, Inde, Iran, Koweït, Libye, Maroc, Mexique, Pakistan, Pérou, Philippines, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Suède, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Afrique du Sud, Australie, Brésil, Chili, Chine, El Salvador, Irak, Israël, Italie, Japon, Pays-Bas, Portugal.

Les observateurs des Etats non membres suivants : République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Union postale universelle.

POINT 10 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapports des commissions économiques régionales (E/4301, E/4329 et Add.1, E/4354 et Corr.1, E/4358, E/4359 et Add.1, E/4410 et Corr.1 et Add.1; E/L.1171) (*suite*)

1. M^{me} MIRONOVA (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit qu'en cette année 1967, qui est celle du vingtième anniversaire de la création de la CEE et de la CEAE0, la délégation soviétique se félicite du travail accompli par ces commissions, ainsi que par les autres commissions économiques régionales. Les documents de base dont le Conseil est saisi montrent que, depuis quelques années, les commissions économiques régionales recherchent activement une solution aux problèmes que pose la multiplicité des activités de coopération destinées à accélérer le progrès économique et social. Elles ont pu notamment accroître les échanges interrégionaux entre les pays en voie de développement, ce qui a pour effet de diminuer l'influence des monopoles étrangers dans ces pays. Toutefois, la coopération régionale et sous-régionale ne va pas sans difficultés, surtout en Asie, du fait que la moitié de la population de la région ne peut participer

aux activités de l'ONU et de ses organismes et que la guerre se poursuit au Viet-Nam. De même, l'agression perpétrée par Israël contre la République arabe unie, la Syrie, la Jordanie et d'autres Etats épris de paix a gravement compromis le développement économique et la coopération des pays africains. Il est évident que les organismes sous-régionaux doivent adopter une attitude progressiste, la seule qui puisse assurer, à long terme, une coopération dans la région. Il importe que les commissions économiques régionales s'efforcent d'apporter une solution concrète à des problèmes précis, tels que l'industrialisation, l'amélioration des techniques agricoles, la coopération scientifique et les moyens d'utiliser au mieux les méthodes scientifiques et techniques modernes. On s'est demandé si les pays en voie de développement devaient accorder la priorité à l'industrialisation ou à l'amélioration de l'agriculture. On sait qu'ils préfèrent dans tous les cas s'industrialiser, et il faut donc les aider à le faire. Toutefois, ces pays doivent maintenir un certain équilibre entre ces industries nouvelles et leur agriculture et employer à cette fin tous les moyens que l'époque moderne met à leur disposition, à savoir les engrais, les machines, l'électrification, etc.

2. Si, comme on l'a justement souligné au cours de la vingt-troisième session de la CEAE0, l'action des commissions en faveur des pays en voie de développement manque d'efficacité dans le secteur agricole, c'est en grande partie parce que les tâches fondamentales qui leur incombent dans ce domaine ont été confiées à la FAO : celle-ci consacre principalement ses efforts à l'exécution du Programme alimentaire mondial et s'occupe moins de l'action pratique qu'il faudrait mener pour développer la production agricole dans les pays en voie de développement eux-mêmes en les aidant à effectuer les réformes démocratiques, agraires et autres, dont dépend une solution radicale du problème alimentaire.

3. Pour ce qui est des ressources humaines, la collaboration entre les commissions économiques régionales, l'OIT et l'UNESCO, reste insuffisante dans le domaine de l'éducation et de la formation technique. Il ne fait aucun doute que les commissions et les institutions spécialisées peuvent apporter une aide considérable aux pays en voie de développement à cet égard. Pour aider les pays en voie de développement à former du personnel qualifié, l'Union soviétique a, pour sa part, entrepris de leur fournir une assistance, soit en vertu d'accords bilatéraux, soit par la voie multilatérale dans le cadre de l'ONU. Elle se félicite du renforcement de sa coopération avec la CEPAL et de l'intérêt porté par cette Commission au développement des échanges entre les pays d'Amérique latine et les pays socialistes.

4. Une œuvre utile est accomplie depuis 20 ans par la CEE, qui fait une large place à la coopération entre pays ayant des régimes économiques et sociaux différents. L'Union soviétique s'en félicite, parce qu'elle estime que cette action ne peut avoir que d'heureux effets sur l'économie des pays en voie de développement et parce qu'elle a toujours été favorable à la coopération entre l'Est et l'Ouest et à la compréhension mutuelle, dans l'intérêt de la paix en Europe et dans le monde. Elle entretient d'ailleurs, à l'échelon bilatéral, des relations commerciales et techniques avec nombre de pays d'Europe. Elle regrette cependant que la République démocratique allemande ne fasse pas partie de la CEE, ce qui ne peut que nuire aux travaux de la Commission.

5. M. COX (Sierra Leone) remercie les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales pour les exposés qu'ils ont faits à la 1491^e séance; plus encore que les rapports eux-mêmes, ces exposés ont clairement indiqué les tendances de la situation économique mondiale. Les travaux des commissions économiques régionales ont amélioré le sort d'un grand nombre de personnes; si les progrès ont été plus lents qu'on pouvait l'espérer, c'est parce que les échanges internationaux n'ont pas encore été suffisamment assainis, et les pays en voie de développement, comme les pays développés, ont un rôle à jouer à cet égard.

6. M. MURGESCO (Roumanie) félicite les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales pour l'action menée par ces commissions.

7. Le Conseil se préoccupe de la coordination des efforts déployés à l'échelle mondiale pour résoudre des problèmes fort variés. Cependant, si l'on ne tient pas le plus grand compte des conditions particulières qui se présentent sur le plan local, national et régional, ces efforts risqueront de se trouver compromis ou de se solder par un échec. Le rôle essentiel de liaison, entre les entités nationales formées par les pays membres et la communauté internationale, qui incombe tout naturellement aux commissions économiques régionales s'accroît au fur et à mesure qu'augmente la complexité des activités économiques et sociales des Nations Unies. A cet égard, la Roumanie appuie sans réserve la remarque faite par le Secrétaire général dans son message à la vingt-deuxième session de la CEE (voir E/4329, annexe II), à savoir que le système des commissions régionales présente le double avantage de fournir à des pays voisins le moyen de régler leurs problèmes concrets et d'encourager la tendance à la coopération universelle.

8. C'est avec un vif intérêt que M. Murgesco a pris connaissance des rapports sur les réunions tenues par les secrétaires exécutifs en janvier 1967 (E/4301) et en juillet 1967 (E/4410 et Corr.1 et Add.1). On y relève une tendance des commissions régionales à intervenir directement pour résoudre les grands problèmes économiques, tendance dont il y a lieu de se féliciter.

9. En 1966, le Conseil avait, à l'unanimité, par sa résolution 1116 (XLI), exprimé l'espoir que la célébra-

tion du vingtième anniversaire de la CEE permettrait de dégager des perspectives nouvelles pour le renforcement de la coopération économique entre les pays membres de la Commission. Ces espoirs se sont révélés fondés, et il y a lieu d'en remercier le Secrétaire exécutif de la Commission, qui personnifie l'idée de la coopération européenne. Il convient de souligner un fait nouveau, à savoir le réveil de la conscience européenne des pays membres de la Commission, quel que soit leur régime social. Comme l'a déclaré le Secrétaire général du Comité central du parti communiste roumain, il faut militer avec persévérance en vue d'établir entre les pays européens de nouvelles relations fondées sur la reconnaissance du droit de chaque pays de décider librement de son destin et sur le principe de l'égalité des nations.

10. Il faut éliminer entièrement l'hostilité qui, trop longtemps, a opposé les pays européens et développer leur coopération économique, technique et scientifique, ce qui leur permettra d'élargir leurs possibilités de coopération avec le monde entier. Pour que la CEE soit pleinement représentative, il ne lui manque plus que la participation de la République démocratique allemande, qui doit être assurée le plus rapidement possible. Comme la Commission groupe non seulement des pays ayant des régimes économiques et sociaux différents, mais aussi des pays qui ont atteint des niveaux différents de développement économique, son expérience ne peut que présenter un réel intérêt pour les autres commissions.

11. En terminant, M. Murgesco dit qu'il approuve le programme de travail de la CEE (E/4329, cinquième partie); grâce au soin avec lequel ont été étudiées ses incidences financières, ce programme ne pèse pas sur le budget global de l'ONU.

12. M. SANTA CRUZ (observateur du Chili), prenant la parole en vertu de l'article 75 du règlement intérieur, dit qu'il participait aux travaux du Conseil au moment de la création des commissions économiques régionales et que s'il se reporte à cette époque, il est à même de faire des comparaisons et de constater que, si la situation s'est en bien des cas améliorée, elle est restée à certains égards tout aussi déplorable qu'il y a 15 ou 20 ans: la crise alimentaire prend des allures de catastrophe, le taux de croissance des pays en voie de développement reste extrêmement bas, la situation de leurs exportations se trouve aggravée par la crise qui sévit sur les marchés de produits de base. Si la situation politique mondiale d'il y a 15 ans était marquée par la guerre de Corée et par la guerre froide, aujourd'hui d'autres conflits font craindre une conflagration. Il est clair que le fossé qui se creuse de plus en plus entre les pays développés et les pays en voie de développement ne pourra être comblé que par la coopération active de tous. Cette coopération a pu s'établir en Amérique latine, grâce aux efforts de la CEPAL et d'autres organismes tels que la Banque interaméricaine de développement.

13. Malgré tout, les pays d'Amérique latine n'ont pas été en mesure de faire les progrès nécessaires. L'aug-

mentation de leur produit national brut, qui n'a pas dépassé 4 % par an, ne suffit pas, tant s'en faut, à compenser un accroissement démographique qui est le plus rapide du monde. La pénurie alimentaire et le chômage y règnent, comme du reste — pour les mêmes raisons — dans les autres pays du tiers monde. Pour remédier à cette situation, il faut envisager de procéder à des réformes de structure, tant dans le domaine de l'agriculture et de l'enseignement que dans le domaine fiscal et administratif. Le Chili vient d'adopter tout récemment une loi de réforme agraire, instrument essentiel de progrès. Mais ces réformes ne peuvent suffire, et il faut féliciter les organismes internationaux tels que le GATT et la CNUCED, qui s'efforcent par tous les moyens de modifier les structures internationales au mieux des intérêts des pays en voie de développement. M. Santa Cruz souhaite que la deuxième session de la CNUCED aboutisse à des résultats fructueux. Il rappelle que les récents accords auxquels ont abouti les négociations Kennedy sont un grand pas vers une libéralisation des échanges internationaux et devraient jouer en faveur des pays en voie d'industrialisation. Les pays d'Amérique latine pour leur part s'efforcent de développer leurs relations commerciales avec un certain nombre de pays, parmi lesquels les pays socialistes, avec qui ils commerçaient peu jusqu'ici. Il n'est plus possible pour un pays de rester seul en face des blocs économiques qui se sont créés dans le monde. Aussi convient-il de se féliciter que la réunion des chefs d'Etat américains tenue à Punta del Este ait envisagé de créer un marché commun américain pour éliminer les barrières douanières entre les pays de la région et réunir ainsi les conditions d'une vie meilleure. Il appartient au Conseil d'encourager la coopération et la solidarité internationales. Celui-ci ne dispose évidemment d'aucun moyen de coercition à l'égard des pays qui refuseraient de travailler à la disparition de la faim et de la misère dans le monde, mais il lui suffirait d'exprimer clairement son sentiment pour se faire entendre dans l'univers entier.

14. Abordant, pour terminer, la question des institutions spécialisées, M. Santa Cruz dit qu'elles devraient procéder aux réformes de structure et à la décentralisation qui s'imposent, vu les nouvelles responsabilités qui leur incombent dans le cadre de la Décennie du développement. Il est inconcevable que ces institutions perdent du temps à résoudre des conflits de juridiction lorsqu'il y a tant à faire. On peut leur donner en exemple la CEPAL, qui a su éviter les doubles emplois et reflète la collaboration qui s'est instituée en Amérique latine entre les organismes des Nations Unies et les organismes interaméricains.

15. M. QURESHI (Pakistan) félicite les commissions économiques régionales du travail qu'elles accomplissent. Le projet du Mékong, l'Institut asiatique pour le développement et la planification économiques, la Banque asiatique de développement, témoignent de l'efficacité de la CEAEO. Les activités de la CEA et de la CEPAL sont, elles aussi, encourageantes.

16. Cependant, il est paradoxal de constater qu'en dépit de cette activité fructueuse, le panorama de l'économie

des régions en voie de développement est déprimant. Comme l'a dit le Secrétaire exécutif de la CEAEO, l'Asie a pratiquement cessé de progresser en 1965 et 1966. Le continent accuse un vaste déficit alimentaire, qu'il serait vain d'espérer résorber dans un proche avenir. Depuis quelques années, le taux d'accroissement du revenu par habitant n'est que de 1 % en Afrique et de 1,5 % en Amérique latine. En Afrique, la production agricole ne se développe qu'au rythme annuel de 2,5 % ; la production industrielle ne représente encore que 10 % du produit national brut ; les exportations se sont développées au taux de 8 %, mais l'accroissement ne porte guère que sur les ventes de pétrole, tandis que les importations s'accroissent de 3,4 % par an. En Amérique latine, la production est faible et les tensions sociales s'aggravent.

17. La conclusion qui s'impose, c'est que les commissions économiques régionales ne suffisent pas à répondre à l'ensemble des besoins. Tant que les pays en voie de développement ne feront pas tous les efforts voulus et que le reste du monde ne sera pas disposé à les épauler, les résultats demeureront limités. Il est essentiel que le Conseil se préoccupe de ce problème.

18. On connaît parfaitement les facteurs qui contribuent à freiner l'économie des pays en voie de développement : effort insuffisant dans le secteur agricole, manque d'efficacité des institutions chargées de la mise en œuvre des programmes de développement, explosion démographique, pénurie de main-d'œuvre qualifiée, accroissement trop faible des recettes d'exportation et insuffisance des ressources en provenance de l'extérieur. Cette situation peut être améliorée à l'échelon national par les pays intéressés et à l'échelon international par la communauté mondiale. Les pays en voie de développement doivent constamment revoir leurs priorités, effectuer les réformes institutionnelles indispensables, mettre au point des programmes de planification de la famille et mobiliser tous leurs moyens. Vu l'ampleur de leurs besoins en ressources et en devises, il faut que les pays développés leur ouvrent leurs marchés et leur fournissent l'appui financier indispensable.

19. En ce qui concerne la promotion du commerce d'exportation des pays en voie de développement, il est réconfortant de noter que la CNUCED et le GATT se sont entendus pour fournir conjointement les services d'assistance indispensables. Les commissions régionales peuvent offrir leur concours à cet égard. En passant, M. Qureshi tient à souligner l'importance que présente de ce point de vue la création d'agences d'information commerciale sur les cours mondiaux des biens d'équipement, à l'intention, en particulier, des pays ayant contracté des emprunts à des conditions qui restreignent leur liberté d'achat.

20. Il est évident que le progrès technique est un important facteur de développement économique. Cependant, à cet égard, le décalage entre pays développés et pays en voie de développement s'aggrave constamment, à tel point qu'il devient illusoire d'espérer un jour combler le fossé entre les revenus des peuples industrialisés et ceux des peuples en voie de développement. Il est indispensable que les pays en voie de développement s'efforcent d'assi-

miler les innovations techniques. Les commissions économiques régionales peuvent utilement contribuer à l'établissement d'organismes de recherche régionaux, en s'inspirant de l'expérience de la CEE.

21. Ces commissions attachent à juste titre une importance considérable à la coopération entre les pays membres, tant sur le plan régional que sur le plan sous-régional. Cependant, il faut reconnaître qu'il ne suffit pas de vouloir pour pouvoir, comme on le constate dans un autre domaine à propos de l'affectation des crédits militaires à des tâches pacifiques. La coopération, sur le plan régional, suppose un certain nombre de conditions, et en tout cas un minimum de tolérance politique. Personne n'acceptera de dépendre, pour ses services essentiels, d'un pays hostile. D'autre part, la répartition des bénéfices doit refléter celle des coûts. Il arrive fréquemment, en effet, qu'un seul pays tire bénéfice de la plupart des avantages d'un projet financé par plusieurs, et il n'est guère étonnant que certains gouvernements hésitent à s'engager dans cette voie. Avec l'aide du PNUD, les commissions économiques régionales devraient entreprendre des études sur la possibilité de réaliser les projets multinationaux les plus prometteurs. Cependant, il serait fallacieux de placer tous ses espoirs dans l'accomplissement de projets régionaux. L'essentiel doit être fait à l'échelon national, afin de réaliser les objectifs minimaux de développement.

22. Pour sa part, le Pakistan a une certaine expérience en matière de coopération régionale. L'Iran, la Turquie et le Pakistan ont créé une Organisation de coopération régionale pour le développement et ont abouti, dans le cadre de cette organisation, à des résultats considérables. Le secret de ce succès réside d'abord dans l'amitié qui unit les trois pays et dans le fait que les programmes d'intérêt commun sont étudiés d'une façon approfondie, les coûts et les bénéfices étant équitablement répartis.

23. M. NAVA CARRILLO (Venezuela) adresse lui aussi les compliments de la délégation vénézuélienne aux secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales.

24. Les rapports des diverses commissions témoignent de préoccupations identiques à l'égard de problèmes communs tels que la pénurie alimentaire, l'instabilité des cours à l'exportation et l'amenuisement du crédit extérieur.

25. Il faudrait assurer l'harmonisation des plans non seulement au niveau régional mais également, en un ensemble cohérent, au niveau mondial. Les réunions des secrétaires exécutifs des commissions présentent, à cet égard, une grande utilité.

26. C'est avec une certaine inquiétude que la délégation vénézuélienne a pris conscience des problèmes que pose le fonctionnement de l'Institut africain de développement économique et de planification, compte tenu particulièrement des résultats obtenus par les établissements analogues qui existent en Asie et en Amérique latine ; les services compétents de l'ONU devraient fournir toute l'assistance possible à ces instituts. D'autre part, M. Nava Carrillo a pris note de la résolution 184 (VIII) de la CEA sur la répartition équitable et l'africanisation des postes

du secrétariat, mais pour le moment, il n'est pas en mesure de formuler des commentaires à ce sujet.

27. En ce qui concerne le rapport de la CEAE (E/4358), on ne peut que se louer de tout ce qui a été entrepris pour favoriser le développement de la région et notamment des efforts qui ont abouti à la création de la Banque asiatique de développement. Pour ce qui est de la CEPAL, il convient de se féliciter de l'activité qu'elle a exercée pendant l'année 1966/67. L'admission de la Guyane et de la Barbade en qualité de membres de la Commission, de même que la création du Bureau de la région des Antilles à la Trinité et Tobago, sont des faits encourageants, et c'est avec satisfaction qu'on peut envisager l'incorporation de ces pays au groupe que forment les pays latino-américains.

28. Le problème de l'établissement et de la mise en œuvre des plans de développement présente une importance considérable, et c'est avec le plus vif intérêt que l'étude sur la planification en Amérique latine¹ a été accueillie à la douzième session de la CEPAL.

29. Parmi les activités relatives au développement industriel qui sont entreprises dans la région de la CEPAL, il convient d'attacher une attention toute particulière à celles qui ont trait à la petite industrie et aux aspects sociaux du développement. Il faut noter également les services d'assistance technique fournis aux gouvernements de la région par le truchement du PNUD et de la CEPAL, en matière de commerce et d'intégration régionale, de développement industriel, de développement communautaire, et de ressources hydrauliques et pétrolières.

30. En Amérique latine, l'action en faveur de l'intégration économique se manifeste par l'Association latino-américaine de libre-échange, le marché commun d'Amérique centrale et le mouvement amorcé en août 1966 par le « Club de Bogota » qui groupe la Colombie, le Venezuela, le Chili, l'Equateur et le Pérou. La CEPAL joue à ce sujet un rôle actif, et l'ouverture du Bureau de Bogota laisse bien présager de l'avenir. M. Nava Carrillo profite de la présence du Secrétaire exécutif de la CEPAL pour indiquer tout l'intérêt qu'attache son gouvernement aux efforts d'intégration sous-régionale, et, plus encore, à ceux qui, dans l'avenir, aboutiront à la création en Amérique latine d'une zone unique économiquement intégrée.

31. La délégation vénézuélienne apprécie à leur juste valeur les efforts que la CEPAL a déployés, en collaboration avec la CNUCED, dans le domaine des exportations de produits manufacturés. D'autre part, elle considère les réunions des secrétaires exécutifs des commissions régionales, auxquelles participent des représentants d'autres organismes économiques, comme un gage de l'efficacité de l'action des organes des Nations Unies en matière de développement économique et social. M. Nava Carrillo tient à souligner que le programme des Nations Unies pour la promotion du commerce d'exportation doit être un effort coordonné, et que tous les organes intéressés de l'ONU doivent y participer. La délégation vénézuélienne demande qu'il soit procédé rapidement à la création de centres régionaux de

¹ « La planificación en América Latina », (E/CN.12/772).

développement du commerce, sous la direction des secrétaires exécutifs.

32. En terminant, M. Nava Carrillo dit qu'il souscrit entièrement au programme de travail adopté par la CEPAL (E/4359/Add.1).

33. M. GOLDSCHMIDT (Etats-Unis d'Amérique) estime que les commissions économiques régionales ne peuvent que gagner en importance à mesure que se multiplient les organismes spécialisés. Elles permettent aux organismes des Nations Unies de voir les problèmes tels qu'ils se posent réellement, et l'expérience qu'elles ont acquise est désormais mise au service des nouvelles institutions régionales. Non seulement elles constituent des centres de coordination qui sont indispensables pour utiliser au mieux les ressources limitées que l'on peut consacrer au développement, mais encore elles prennent en main l'exécution de projets régionaux et sous-régionaux de plus en plus nombreux.

34. La CEAEIO a adopté à sa vingt-troisième session plusieurs décisions essentielles qui témoignent d'un large accord entre les pays développés et les pays en voie de développement quant à la nécessité d'accélérer le développement de la région. D'une manière générale, la CEAEIO tend à encourager les initiatives aux échelons régional et sous-régional. Ces dernières augmenteront sans doute en nombre et en importance à mesure que s'élargit la coopération multinationale. La CEAEIO, qui fait beaucoup pour recueillir des données de base sur l'économie de l'Asie et de l'Extrême-Orient, s'est attaquée de front au déficit de produits alimentaires et aux problèmes démographiques de la région. Il est indispensable de resserrer les liens entre la Commission et les autres organismes des Nations Unies, en particulier la FAO, si l'on veut éviter des doubles emplois et obtenir des résultats concrets. M. Goldschmidt se félicite à ce propos des contacts établis entre des organismes nouveaux, tels que la CNUCED et l'ONUDI, et la CEAEIO. Les Etats-Unis, qui appuient le programme de travail de la CEAEIO pour 1967 et 1968 (E/4358, cinquième partie), ont activement participé et continueront à prendre part aux activités de la Commission en mettant des experts à sa disposition, sur sa demande, et en lui fournissant une assistance matérielle.

35. La CEPAL, quant à elle, a toujours fait œuvre de pionnier dans le domaine de l'intégration régionale : elle l'a confirmé récemment en adoptant la technique du budget-programme qui lui permettra de mieux utiliser ses ressources. Les autres commissions régionales gagneraient à suivre son exemple. Le représentant des Etats-Unis note avec satisfaction que la CEPAL, qui a préparé de concert avec la FAO des rapports sur les engrais, les machines agricoles, etc., rapports centrés sur l'un des principaux problèmes de la région, à savoir l'approvisionnement d'une population en pleine expansion, envisage de nouvelles études sur l'intégration des ressources agricoles. Les monographies par pays préparées par la CEPAL dans le domaine du développement industriel, de même que ses efforts pour mettre au point les principes d'une politique du logement, aideront les gouvernements à répondre aux besoins des couches de la population à revenus modestes et à créer de nouveaux emplois.

36. La CEA s'est attaquée avec vigueur aux problèmes posés par la coopération économique à l'échelon sous-régional. De nombreux dirigeants africains partagent d'ailleurs, au sujet du développement régional, les idées exposées par le Président des Etats-Unis dans son dernier message au Congrès. A cet égard, il serait bon de renforcer les bureaux sous-régionaux en y attachant, à titre temporaire ou permanent, des fonctionnaires du siège de la Commission. Le Gouvernement des Etats-Unis est prêt pour sa part à aider la CEA en mettant à sa disposition du personnel qualifié, et il espère que des organisations internationales telles que la FAO et la CNUCED en feront autant.

37. La vingt-deuxième session de la CEE a montré que la Commission est devenue un instrument efficace de coopération entre Etats ayant des régimes économiques et sociaux différents et qu'elle entend le rester. Les Etats-Unis appuient pleinement son programme et ses activités. Ils portent un intérêt spécial au travail des conseillers économiques dans le domaine de la planification, de la technique et de la croissance économiques. La préparation par la CEE d'études sur l'acier en vue du Colloque international sur le développement industriel est un bon exemple de coopération internationale, et ses études annuelles fournissent une analyse très utile des tendances et des problèmes de la région.

38. Le rapport sur la réunion tenue en juillet 1967 par les secrétaires exécutifs montre que les commissions économiques régionales coopèrent avec le GATT, la CNUCED, la FAO et l'ONUDI dans l'important domaine de la promotion du commerce et qu'elles sont appelées à jouer un rôle de premier plan dans la création des centres régionaux de développement du commerce. Le Gouvernement des Etats-Unis espère que des propositions constructives seront présentées au Conseil du commerce et du développement, aux parties contractantes au GATT, au Conseil d'administration du PNUD, ainsi qu'aux organes directeurs de l'ONUDI et de la FAO, en ce qui concerne les arrangements relatifs à l'assistance technique dans le domaine de la promotion du commerce.

39. Le représentant des Etats-Unis au Comité du programme et de la coordination a appelé l'attention des membres sur la nécessité d'une programmation concertée des activités de planification effectuées au Siège et dans les divers centres régionaux. L'ordre du jour de la présente session souligne l'importance de la planification du développement économique et social, qui exige une coordination entre le Siège et les secrétariats des commissions économiques régionales. Il en est de même des études sur les ressources naturelles. En effet, seule la coordination permettra de tirer le meilleur parti des ressources financières insuffisantes des commissions économiques régionales.

40. M. REYES (Philippines) dit que les sessions du Conseil permettent de mieux prendre conscience de l'immense effort accompli par les organismes des Nations Unies dans les domaines économique et social pour créer une communauté internationale fondée sur les principes de la Charte des Nations Unies. Les exposés des secrétaires exécutifs confirment pour l'essentiel ce que le

Conseil savait déjà au sujet de la situation des diverses régions. En ce qui concerne la région de la CEAE0, à laquelle appartiennent les Philippines, son Secrétaire exécutif a analysé les raisons de la stagnation de son économie, et le Conseil n'ignore pas comment on pourrait mettre fin à cette stagnation. Toutefois, la CEAE0 ne s'appesantit pas plus qu'il ne faut sur les aspects négatifs de la situation. Elle poursuit avec vigueur certains projets essentiels, tels que celui du Mékong, lequel montre que les divergences politiques ne sont pas un obstacle infranchissable au développement. Sa contribution à la coopération régionale dans nombre de domaines — planification, formation professionnelle, intégration du développement économique et social — n'a pas été moins importante. La création prochaine d'un centre régional de développement du commerce aiderait la CEAE0 et les pays de la région à mieux préparer la deuxième session de la CNUCED. A ce propos, M. Reyes exprime l'espoir qu'à l'avenir les diverses commissions économiques régionales procéderont à des échanges de renseignements plus fréquents et renforceront leur coopération.

41. Les Philippines sont particulièrement intéressées par la proposition tendant à créer sur leur territoire un institut régional de la noix de coco qui étudierait notamment les utilisations industrielles de ce produit. Une assistance de l'ONUDI serait particulièrement utile à cet égard.

42. En dehors des difficultés économiques qui l'assaillent, la région de la CEAE0 est éprouvée par une guerre dont la fin n'est pas en vue. L'attitude de certains pays, qui possèdent ou posséderont bientôt des armes nucléaires, est une autre source de préoccupations pour ses membres.

43. En terminant, M. Reyes exprime l'espoir que le Conseil adoptera à l'unanimité le projet de résolution contenu dans la quatrième partie du rapport de la CEAE0.

44. M. ATTIGA (Libye) s'étonne de ne trouver dans les documents à l'étude aucune mention du Bureau des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies à Beyrouth. La CEA, dont fait partie la Libye, a accueilli 30 nouveaux membres depuis 1958 et devrait désormais jouer un rôle plus actif dans la coopération et l'intégration régionales. Les problèmes fondamentaux de l'économie africaine (agriculture de subsistance, mise en valeur insuffisante des ressources naturelles, fragmentation politique et économique excessive, etc.) ont déjà été analysés, et la CEA pourrait contribuer à les résoudre. Il est essentiel de resserrer les liens entre les représentants résidents du PNUD et les commissions économiques régionales pour assurer une meilleure coordination des activités opérationnelles. Les organismes des Nations Unies doivent former un tout cohérent, et les commissions économiques régionales pourraient être le ciment de cette unité.

45. Le PRÉSIDENT invite l'observateur de l'Organisation des Etats américains à prendre la parole.

46. M. MIGONE (observateur de l'Organisation des Etats américains) rappelle qu'aux termes de l'article

premier de sa Charte, l'OEA constitue un organisme régional dans le cadre des Nations Unies. Dans le Protocole de Buenos Aires portant révision de cette Charte, les Etats américains ont réaffirmé les liens qui rattachent l'OEA à l'ONU, en particulier à la CEPAL, ainsi qu'aux institutions spécialisées.

47. L'OEA collabore également avec d'autres organismes internationaux, tels que le GATT, le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes, l'Association latino-américaine de libre-échange, le Marché commun d'Amérique centrale, le Conseil de l'Europe, la Communauté économique européenne et l'OCDE. Afin de renforcer l'efficacité de l'action de l'OEA, les Etats américains ont décidé de substituer à la Conférence interaméricaine, qui ne se réunissait que tous les cinq ans, une Assemblée des ministres des relations extérieures, qui se réunira chaque année et dont dépendront trois conseils : l'actuel Conseil permanent, le Conseil économique et social interaméricain et le Conseil interaméricain pour l'éducation, la science et la culture. L'OEA n'entend pas empiéter sur les attributions de la CEPAL et des autres organismes ; elle cherche plutôt à multiplier les occasions de coopération féconde avec diverses organisations, établissant une véritable intégration fonctionnelle et pragmatique dans l'intérêt des pays de la région.

48. La réunion de Punta del Este, tenue en avril 1967, à laquelle ont assisté presque tous les chefs d'Etat de l'hémisphère, est sans nul doute le fait historique le plus saillant de l'histoire de la coopération économique contemporaine. Dans la Déclaration publiée à l'issue de la réunion, les chefs d'Etat ont déclaré que les pays d'Amérique latine s'efforceraient de constituer un marché commun, de jeter les bases de l'intégration de l'Amérique latine au moyen de projets multilatéraux, d'accroître substantiellement les recettes d'exportation de la région, d'augmenter la productivité de l'agriculture et la production alimentaire, de développer l'enseignement et les services de santé, de mettre la science et la technique au service du peuple et d'éliminer les dépenses militaires superflues. Ils ont formulé un programme d'action détaillé portant sur des questions vitales telles que la coopération aux fins de l'établissement du marché commun et l'octroi d'un système de préférences sans contrepartie ni discrimination. Pour l'information du Conseil, M. Migone se propose de faire distribuer aux délégations présentes le texte du Protocole de réforme de la Charte de l'OEA et celui de la Déclaration des chefs d'Etat.

49. En 1967, le Conseil économique et social interaméricain a tenu à Viña del Mar (Chili) sa cinquième réunion annuelle de ministres et d'experts, au cours de laquelle des recommandations précises ont été formulées. Ces recommandations s'adressaient notamment à la Commission interaméricaine de l'Alliance pour le progrès, qui, depuis quelques années, a obtenu des résultats considérables dans l'application de plans nationaux de développement. Elles avaient trait aux efforts à entreprendre sur le plan national, au financement extérieur, au commerce extérieur, aux préférences et à l'intégration. Au cours de cette réunion, d'autre part,

a été décidée la création d'un Centre interaméricain de promotion des exportations qui travaillera en liaison avec de nombreuses organisations nationales et internationales.

50. Les pays américains se félicitent qu'un représentant de l'Espagne ait été désigné auprès de l'OEA et expriment l'espoir que d'autres représentants des pays industrialisés viendront le rejoindre.

51. Sans vouloir nier les difficultés sérieuses que l'Amérique latine doit surmonter, il convient de signaler que la région s'efforce d'y apporter une solution, en nourrissant l'espoir que les peuples développés se décideront à adopter une stratégie économique constructive en matière de commerce extérieur, d'investissements publics et privés et de coopération technique.

La séance est levée à 13 h 20.